Niveau(x) d'enseignement : 7 Numéro EDUQ : 9170789
Centre d'intérêt : 230

Fédération des cégeps. Comité d'insertion des finissants au marché du travail.

L'insertion des finissants dans la société passe par l'insertion des cégeps dans leur milieu / [Comité d'insertion des finissants au marché du travail]. -- Montréal : Fédération des cégeps, 1983.
75 f. en foliotation multiple ; 28 cm.

Titre de la couv. : Rapport du Comité d'insertion des finissants au marché du travail (I.F.A.U.T.) : présenté à la Commission des affaires étudiantes. Comprend une bibliogr.

Descripteur(s) : Marché du travail • Accès à l'emploi • Attitude de l'étudiant • Intégration sociale • Recherche d'emploi • Passage au travail • Services aux étudiants • Collégial (Ordre d'enseignement)

Ce rapport d'étude porte essentiellement sur la pertinence des services rendus aux étudiants du niveau collégial pour favoriser leur insertion au marché du travail, l'opportunité de leur offrir d'autres services et l'évaluation des impacts de la situation économique sur la vie des cégépiens. Pour effectuer cette étude, le Comité a utilisé la documentation actuelle sur le sujet et les informations fournies par divers intervenants touchés par cette question.

Type de document :

DOCUMENT DE TRAVAIL
1170789

RAPPORT DU COMITÉ D'INSERTION DES FINISSANTS AU MARCHÉ DU TRAVAIL (I.F.A.U.T.)

Présenté à la commission des Affaires étudiantes

Juin 1983

Fédération des cégeps, 500, boulevard Crémazie est, Montréal, (Québec) H2P 1E7 – Tél.: (514) 381-8631

L'INSERTION DES FINISSANTS DANS LA SOCIETE

PASSE PAR

L'INSERTION DES CEGEPS DANS LEUR MILIEU

TABLE DES MATIERES

		Page
Présentation	— Le mandat.....	1
	— Le rapport.....	1
Introduction	— La situation économique.....	3
	— La situation sociale.....	4
1—	Le marché de l'emploi.....	5
2—	Les étudiants face à l'emploi.....	7
3—	Les cégeps face à l'insertion des jeunes..	11
4—	Des pistes de solutions.....	22

ANNEXES:

A- Présentation du comité.....

B- Liste des groupes rencontrés.....

C- Les moyens d'action suggérés par les groupes consultés.....

D- Lectures suggérées.....

E- Rapport du Groupe de réflexion sur la situation économique (G.R.I.S.E.).....

F- Synthèse de l'état du placement.....

G- Analyse des caractéristiques des clientèles.

PRESENTATION

Le mandat

Réunis en commission au mois de juin 1982, les responsables des services aux étudiants ont partagé leurs inquiétudes face au placement étudiant. Ils ont surtout noté le pessimisme grandissant quant à l'insertion des finissants des cégeps à la société. Inspirés par le souci de fournir des services adéquats aux étudiants, les membres de la Commission formaient un comité de travail* qui au cours de l'année 1982-1983 devait:

- vérifier la pertinence des services rendus aux étudiants pour favoriser leur insertion au marché du travail;
- vérifier l'opportunité d'offrir d'autres services pour une meilleure adaptation des étudiants à leur sortie du cégep, qu'ils aient du travail ou non;
- évaluer les autres impacts de la situation économique sur la vie des cégepiens.

Le rapport

Pour rendre compte de son mandat, le comité a choisi de produire un rapport qui invite le lecteur à se joindre à une démarche qui n'en est encore qu'à ses débuts. Cette démarche

---

* L'annexe A présente le comité et sa méthode de travail.

.../

s'est alimentée à la lecture de l'actualité, à des rencontres et des discussions avec divers intervenants touchés par l'insertion des finissants des cégeps au marché du travail.*

Ce rapport est suivi d'annexes qui sont des instruments que le comité propose pour faciliter la réflexion.

Le rapport proprement dit comprend quatre parties précédées d'une introduction qui situe la démarche dans son contexte de crise économique et sociale.

La première partie trace le portrait du marché de l'emploi tel qu'il se présente aux finissants de cégep.

La deuxième partie tente de synthétiser les attitudes des finissants face à l'emploi et celles qui ont caractérisé leur préparation au marché de l'emploi durant leurs études.

Une troisième partie constitue le bilan de ce qui se fait et ne se fait pas dans les cégeps pour préparer l'insertion des finissants à la société.

La dernière partie propose des pistes de solutions que le comité recommande d'explorer.

---

* L'annexe B présente les groupes rencontrés et l'annexe D contient une liste des lectures que nous avons jugées les plus significatives sur le sujet.

.../

INTRODUCTION

La situation économique

Les économistes ne s'entendent pas tous sur l'interprétation de la situation économique actuelle. Les uns, comme Pierre Fortin, demandent au nom du respect pour nos parents de ne pas parler de crise... "Ce que nous vivons est tout au plus une situation économique conjoncturelle difficile..."* Après deux ans de pessimisme, les bulletins de nouvelles semblent leur donner raison: plusieurs signes laissent croire à une reprise économique, l'inflation semble sous contrôle, les taux d'intérêt ont baissé...

Pour d'autres économistes, cependant, il est parfaitement illusoire de croire que les signes de reprise qui se manifestent actuellement vont fournir des solutions à long terme. Tout en prédisant cette reprise économique, ces experts affirment, par exemple, que le taux de chômage restera très élevé. "Le pire est devant nous, mais la crise est sans doute passée," nous dit Alain Minc".(1) Nous abordons un âge de rareté qu'aucun miracle technologique ne saura nous épargner. Rareté de revenu et surtout rareté du travail.

---

* Rencontre de Pierre Fortin avec le Groupe de Réflexion sur l'Impact de la Situation Economique sur l'éducation des adultes des collèges, (GRISE), le 15 avril 1982.

(1) MINC, Alain. L'après-crise est passée, Gallimard.

.../

Si l'on n'a pas actuellement sous les yeux le spectacle de la misère des années '30, c'est qu'on réussit à la déguiser, à la maquiller par des prestations d'aide sociale, par toutes sortes de programmes d'aide qui hypothèquent déjà le revenu de nos enfants et peut-être même celui de nos petits-enfants.

La situation sociale

La difficulté de la situation se fait sentir d'une façon plus brutale qu'on veut bien l'admettre. Ce n'est pas tant au niveau matériel qu'elle frappe mais au niveau du moral de la population. Si la crise des années '30 a répandu sa misère sur tous indistinctement, celle des années "80 s'est attaquée particulièrement aux porteurs de l'avenir de notre société, sa JEUNESSE. Notre inquiétude tient au fait qu'une telle situation démobilise les citoyens à l'âge où, pleins d'énergie, d'ambition, d'enthousiasme, ils devraient se lancer dans cette croisade qui a toujours permis aux jeunes de prendre place à côté de leurs parents pour continuer à bâtir le monde. C'est ainsi que le Comité des affaires sociales de l'Assemblée des évêques pouvait dire en septembre 1982: "Les fils et les filles de la société d'abondance sont, dans une large mesure, réduits à la pauvreté et à la misère."

Nous nous éloignons sensiblement du souhait que Bertrand Schwartz exprimait dans son rapport au gouvernement français sur l'insertion sociale des jeunes: l'élaboration d'une société qui incorpore les jeunes adultes, à part entière.(1)

(1) SCHWARTZ, B. L'insertion professionnelle et sociale des jeunes.

.../

I- LE MARCHE DE L'EMPLOI

Depuis deux ans, on assiste à une détérioration rapide et tragique du marché du travail qui touche de façon particulière les finissants de cégeps. Le taux de chômage se situe aux alentours de 50% dans l'année qui suit la fin des études collégiales.* La crise économique a amené des licenciements nombreux, des mises à pied temporaires, des gels ou des réductions d'effectifs dans quantité d'entreprises privées et dans la plupart des services publics. Le nouvel arrivant sur le marché du travail se retrouve en concurrence avec des candidats expérimentés et souvent protégés par une "liste de rappel". Les secteurs public et parapublic, de même que la grande entreprise n'ont pratiquement pas d'emplois à offrir. La P.M.E. continue d'embaucher, mais cela ne peut contrebalancer l'effet de la disparition des débouchés des grands secteurs traditionnels.

Comme le groupe de réflexion (G.R.I.S.E.)**, force nous est de reconnaître que le marché du travail est en complète mutation et que la demande d'une masse d'opérateurs de machines se déplace vers le besoin d'une main-d'oeuvre plus diversifiée, forcément moins nombreuse, capable de concevoir, de fabriquer, de contrôler et de réparer des machines qui fonctionnent presque seules.

---

* L'annexe F fait état de la situation du placement pour les finissants des cégeps pour les années 1980-81 et 1981-82.

** L'annexe E est une partie du rapport du Groupe de Réflexion sur l'Impact de la Situation Economique sur l'éducation des adultes des cégeps (G.R.I.S.E.).

.../

En plus de la mutation de l'emploi causée par l'invasion des nouvelles technologies, la rationalisation des effectifs apportée par la situation économique difficile vient aussi modifier la carte du marché de l'emploi. La crise économique contraint les employeurs publics et privés, grands et petits, à restreindre leurs effectifs.

Un autre facteur qui défavorise la jeune main-d'oeuvre est le fait que les employeurs investissent de plus en plus dans le perfectionnement de leur personnel en place plutôt que d'embaucher du personnel sans expérience . Que ce soit par préférence ou à cause des règles établies dans les conventions collectives, l'effet est le même: la jeune main-d'oeuvre voit ses difficultés de placement augmentées d'autant.

Une telle situation joue évidemment en faveur de l'employeur qui peut se permettre à un coût moindre une main-d'oeuvre qualifiée et scolarisée. Les finissants de cégeps doivent souvent accepter un poste pour lequel ils sont surqualifiés; consciemment ou non, ils prennent alors la place de finissants du secondaire, et souvent, la place dont ils rêvaient est occupée par des finissants d'université. On assiste donc à une dévaluation générale des diplômes sur le marché de l'emploi.

2- LES JEUNES FACE A L'EMPLOI

2.1 L'éthique du travail en évolution

Les générations antérieures, forgées à l'effort, prétendent souvent que les jeunes d'aujourd'hui, s'ils n'ignorent pas les valeurs attachées au travail, leur affichent de l'indifférence, quand ils ne les méprisent pas carrément. Nombreux sont ceux qui vont jusqu'à dire que l'éthique du travail n'a plus de signification pour la jeunesse.

Voilà des jugements sévères qui traduisent plutôt mal l'attitude des jeunes; selon d'autres adultes qui se sont attardés à observer les jeunes au travail, il en est tout autrement. Dans les dernières études de Relance, les employeurs disent que la majorité des jeunes qu'ils embauchent sont appliqués autant que leurs aînés quand ils voient l'utilité de leur fonction et sont dans une sphère d'activités pour laquelle ils sont bien préparés. Ils disent que souvent les jeunes travailleurs sont plus désireux de comprendre tous les aspects d'une tâche que ne le sont les travailleurs adultes. Très souvent, encore, selon leurs employeurs, les jeunes sont plus intéressés à apprendre, plus faciles à guider et plus préoccupés de se réaliser.

Quant aux jeunes eux-mêmes, ils disent qu'ils veulent travailler, qu'ils désirent effectuer un travail utile, un travail satisfaisant, un travail qui permette de se réaliser.

.../

Les résultats de l'enquête A.S.O.P.E. nous montrent en effet qu'une forte proportion (47,3%) des jeunes qui ont répondu croient toujours aux valeurs intrinsèques du travail comme "me permettre d'utiliser mes aptitudes personnelles" ou encore "me permettre d'être créateur et original".(1)

2.2 Le placement des jeunes

Malgré ces attitudes positives face au travail, la situation du placement des jeunes n'est pas très reluisante.

Les moyens traditionnels de recherche d'emploi ne fonctionnent plus: de l'origine des cégeps jusqu'à 1980, les "recruteurs" des grandes entreprises se présentaient dans les cégeps pour embaucher sur place des finissants du secteur professionnel. En 1982-1983 plusieurs cégeps n'ont reçu aucune visite de ce genre.

Le finissant de 1983 doit s'attendre à faire plus de démarches et même à affronter plusieurs mois de chômage avant de se trouver un emploi; cela prolonge sa dépendance économique par rapport à ses parents. Encore faut-il espérer que sa recherche d'emploi ne dure pas jusqu'à l'arrivée sur le marché, de la prochaine promotion des finissants, comme c'est le cas pour plusieurs programmes.

---

(1) A.S.O.P.E. Le nombril vert et les oreilles molles: l'entrée des jeunes Québécois dans la vie active dans le second tiers des années 1970. Les cahiers d'A.S.O.P.E. vol.V, Université Laval et Université de Montréal, juillet 1979.

.../

Lorsqu'il est demandé aux employeurs ce qu'ils attendent des diplômés des collèges, ils vous répondent invariablement, entre autres choses, la mobilité, une bonne connaissance de la langue seconde, l'autonomie et le sens de l'initiative. Les conseillers en emploi d'autre part ne cessent de répéter qu'il s'agit là des exigences courantes du marché du travail. Pendant ce temps les diplômés de nos collèges continuent de chercher dans leur localité des emplois qui n'existent pas, de prétendre parler une langue dans laquelle ils ne savent pas se faire comprendre. En outre, ces détenteurs d'un diplôme sont quelquefois incapables de l'autonomie attendue et du sens de l'initiative désiré.

Celui ou celle qui veut travailler doit souvent renoncer à son rêve de trouver dans sa région, dans sa ville, un emploi permanent, à temps plein, pertinent à sa formation et bien rémunéré! Dans une large mesure, la réalité du placement est tout autre. On voit beaucoup de placement à temps partiel, souvent sur appel; cela rend plus difficile le développement professionnel qui accompagne normalement l'emploi. Il y a aussi du placement temporaire, pour combler un besoin occasionnel de main-d'oeuvre; cela peut être l'occasion d'aller chercher "l'expérience" qui est si souvent exigée dans les critères d'embauche; les projets communautaires, subventionnés par l'Etat, peuvent apporter un soulagement temporaire au problème du sous-emploi, mais ils sont souvent peu motivants par leur contenu et par les conditions de rémunération, surtout si on les compare à des emplois permanents dans les mêmes secteurs. Certains se tournent carrément vers le

.../

bénévolat pour actualiser et développer leurs capacités professionnelles et acquérir une expérience qui leur soit significative. Il y a aussi le bon d'emploi, dont on connaît mal la performance réelle: "cheap labor" temporaire, première étape vers un emploi permanent ou vers l'éligibilité à l'assurance chômage... les avis sont partagés. Certains finissants ont choisi de "s'exiler", pour trouver du travail: cette façon de faire, a été observée à chaque fois que le Québec a traversé une crise économique; la crise actuelle n'a pas fait exception, à la différence cependant que cette perte a été celle d'une main-d'oeuvre plus qualifiée que jamais. En 1983, cette situation se résorbe parce que les marchés extérieurs se ferment complètement. Enfin, quelques audacieux, se risquent à se créer un emploi; on ne connaît pas leur nombre, ni la proportion de ceux qui réussissent; on sait seulement qu'ils doivent compter sur une bonne intuition des besoins des gens auxquels leur entreprise veut répondre.

.../

3— LES CEGEPS FACE A L'INSERTION DES JEUNES

3.1 Droit aux études et droit au travail

La plupart des jeunes d'aujourd'hui savent, parfois même avant de s'engager dans leurs études universitaires ou collégiales, qu'ils auront beaucoup de veine s'ils parviennent à se trouver un emploi à temps plein au terme de leurs études. Bon nombre se considéreront chanceux s'ils décrochent un emploi à temps partiel. D'autres se sont déjà résignés à poursuivre des études qui ne les intéressent pas pour ne pas être réduits à ne rien faire. Certains seront contraints de vivre de l'assistance sociale.

La crise, pour eux, c'est qu'il n'y a pas de marchés nouveaux à une période où les diplômés sortent en masse des collèges et universités. C'est comprendre du même coup que la possibilité qu'ont les jeunes de se donner une compétence n'est plus suivie de la possibilité, jadis automatique, de se trouver un emploi. En d'autres mots, le droit d'accéder aux études ne donne plus dans les faits le droit d'accéder au marché du travail. Au moins doit-elle donner le droit à une préparation de qualité en vue du travail.

La génération précédente s'était laissée dire que le Québec manquait de compétences, que le Québec avait besoin d'une main-d'oeuvre spécialisée. Et pourtant, après quelques années, ces jeunes maintenant prêts à répondre à ces exigences, se trouvent en face d'un avenir bloqué. Ils sont dans une impasse sérieuse.

.../

3.2 Nouvelles technologies et vieille pédagogie.

Le monde technologique évolue avec une rapidité déconcertante. L'industrie accuse toujours un certain retard par rapport aux nouvelles découvertes. Mais il semble qu'elle soit plus rapide à s'adapter que plusieurs établissements d'enseignement.

Les auteurs du Rapport Parent ont écrit: "Le personnel enseignant des instituts (cégeps) devra faire preuve de souplesse: les programmes devront être marqués au coin de la flexibilité: la pédagogie devra être renouvelée par un effort d'imagination et par l'expérimentation."

Les cégeps sont-ils prêts à prendre le virage? Avec regret nous avons entendu plusieurs intervenants déplorer la rigidité de ce jeune système scolaire.

3.3 Formation personnelle et formation technique

Les employeurs que nous avons rencontrés au cours de cette recherche nous ont fait un certain nombre de commentaires sur la formation dans les cégeps. Les gens de l'extérieur ne font pas toujours la distinction entre la formation reçue à l'intérieur des cours et celle acquise dans les autres activités du cégep.

Ce qu'ils nous disent cependant nous porte à croire que pour eux tout est sinon pédagogique tout au moins éducatif. Ils ne mettent pas en cause la formation professionnelle reçue à l'intérieur de tel ou tel programme.

.../

Ils s'interrogent cependant sur les moyens adoptés par les établissements pour développer des valeurs en carence comme l'autonomie, la responsabilité et la créativité.

Qui dans nos cégeps se sent particulièrement responsable de faire atteindre ces objectifs à nos étudiants? Est-ce là la responsabilité des seuls enseignants? des administrateurs? des professionnels?

"Avant d'accéder à un emploi ou aux études supérieures, le jeune adulte devra avoir acquis définitivement des méthodes de travail personnelles, l'esprit d'initiative et de recherche, le goût de la découverte. Il apprendra à utiliser la bibliothèque, le laboratoire, l'atelier de façon créatrice."(1)

Si l'on compare la formation personnelle, comme l'a fait l'un des employeurs rencontrés, au numérateur d'une fraction et la formation dite intellectuelle ou technique au dénominateur, le chemin à parcourir est encore long avant d'atteindre l'unité.

En insistant sur la préparation académique, les éducateurs rencontrent une partie de leurs obligations et ils ne sauraient en être que loués. Mais lorsqu'ils oublient de préparer l'étudiant à la vie, à se prendre en main, n'oublient-ils par l'une des recommandations du Rapport Parent qui demandait que le finissant de l'institut à la recherche d'un emploi puisse compter sur une formation suffisante pour "s'embaucher et gagner sa vie".

---

(1) Rapport Parent, tome 2, page 169

Nos finissants, nous dit-on, ne savent souvent ni se présenter, ni faire valoir leurs qualités. Ils ne savent pas faire leur propre marketing.

Il est important de souligner qu'il se trouve d'heureuses exceptions. Certains de nos finissants ont atteint cet équilibre souhaité de tous.

3.4 La porte avant et la porte arrière

Les démographes du gouvernement prédisaient une baisse dramatique de la clientèle des cégeps à compter de 1979. La situation de chômage a déjoué tous les calculs en refoulant les jeunes dans les établissements scolaires. Elle a ramené des étudiants inattendus, certains qui étaient partis parce qu'ils ne savaient qu'y faire, y reviennent sans savoir où ils s'en vont. Beaucoup prolongent leurs études collégiales de façon artificielle et exagérée. Est-il possible d'identifier ceux à qui il serait actuellement plus profitable d'offrir un emploi qu'un programme d'étude?

Sous le couvert d'une plus grande accessibilité, la porte avant est toute grande ouverte. Publicité dans les journaux, à la radio et à la télévision...

Les Services d'admission regroupés sont de plus en plus efficaces. Par contre, les efforts faits pour informer les étudiants sur la valeur de placement du programme dans lequel ils s'inscrivent sont insuffisants. L'information sur les taux de placement doit-elle plaire avant d'informer?

Cette clientèle, gonflée artificiellement par la conjoncture économique, laisse l'illusion que tout va bien; les cégeps ne sont-ils pas pleins à craquer?

Est-ce là la réponse souhaitée au discours sur l'accessibilité? Qu'en est-il de la qualité de la formation et des services à une clientèle aussi nombreuse?

Mais il semble que, dans nos collèges, on se préoccupe beaucoup plus de la porte avant que de la porte arrière. Comparons le budget de la publicité à celui du placement. Les efforts déployés à recruter de la clientèle sont-ils comparables aux démarches effectuées pour trouver de l'emploi à nos finissants qu'ils aient complété un programme professionnel voire même un programme général?

3.5 Le conseiller en emploi

Comme on l'a vu précédemment, il n'y a pas de critique généralisée contre les contenus de formation de niveau

.../

collégial, sauf bien sûr, quant à sa capacité à mener à un emploi.

Le finissant de cégep se sent bien préparé, mais il ne sait pas exactement à quoi; il ne sait pas non plus si ce à quoi il est préparé existe vraiment. Sa vision de l'emploi et du monde du travail demeure académique. Avec un D.E.C. en poche, on se sent motivé à trouver un emploi, mais pas nécessairement prêt à affronter le marché du travail, à plus forte raison dans un contexte de crise économique.

Ces questions n'apparaissant pas aux programmes de formation, c'est surtout vers le conseiller en emploi que les étudiants adressent leur demande d'aide. Rarement l'expriment-ils avant la dernière session; ils sont peu intéressés à ce genre d'information avant ce moment. Le conseiller en emploi est alors appelé à trouver des emplois à leur place ou les former à la recherche d'emploi. La tendance observée comme dominante actuellement est de combler la lacune au plan de la formation en encadrant les premières démarches de recherche d'emploi, afin de les rendre utiles.

Ce service doit être exercé par l'ensemble du collège, notamment par les professeurs et leur département. Les ministères du Travail y ont sans doute un rôle à jouer, mais c'est par défaut qu'actuellement ils sont souvent forcés de prendre toute la place. La formation, ça relève de qui?

.../

3.6 Le cégep et le milieu du travail

Le collège et le milieu du travail sont deux mondes bien différents aux yeux de plusieurs. Et c'est juste à plus d'un point de vue; il est vrai que les structures, les buts, les moyens, les ressources, les façons de voir, les produits sont souvent bien différents.

Mais pourquoi faudrait-il, comme cela est perçu par plus d'un, que les visions de ces deux mondes restent très différentes? Il s'agit pourtant bien de deux mondes qui ont des interrelations de services; le premier, le collège devant préparer une bonne part des ressources humaines du deuxième, le milieu du travail. Une chose est certaine: si les collèges veulent bien préparer les jeunes à s'intégrer au milieu du travail, ils se doivent de mieux connaître ce milieu, ses structures, ses buts, ses moyens, ses ressources et ses visions. Le milieu du travail se doit, à son tour, de mieux connaître l'institution qui prépare ses futures ressources. S'il est déjà déplorable de ne pas se connaître, il est tragique de se mépriser ainsi qu'il arrive parfois. Dans l'un comme dans l'autre cas, ces deux mondes sont loin de se rendre service et loin de faciliter l'intégration des finissants des collèges à la société.

3.7 La structure interne du cégep

On prétend en certains milieux, quand on observe les cégeps, qu'il y a cégep et cégeps; on entend par là que le cégep est constitué de plusieurs éléments qui exercent

.../

tour à tour une influence plus ou moins déterminante sur l'institution elle-même qui conditionne et rend difficile l'accomplissement de sa mission. C'est ainsi qu'on trouve le cégep des employés, le cégep des employeurs, le cégep des départements, le cégep des services, le cégep des étudiants, le cégep du C.A., le cégep du M.E.Q., le cégep de la Fédération, ... On veut montrer par là que le cégep est souvent victime du jeu des influences, influences avec lesquelles il doit constamment composer.

Le reproche le plus sérieux qu'on fait au cégep, avec tous ces intervenants, est qu'il ne parvient pas à poursuivre sa mission avec la concertation nécessaire. On a parfois l'impression qu'il se suffit à lui-même et qu'il vit de l'intérieur comme si le monde extérieur ne pouvait rien lui apporter. La présence de gens de l'extérieur au Conseil d'administration ne suffit pas à dissiper cette impression. Le cégep persiste, selon nous, à s'adonner à la pratique du vase clos.

Certains expliquent cette situation étonnante par les caractéristiques propres aux organismes subventionnés qui, comme toute bureaucratie, fonctionnent pour fonctionner en complète indifférence de la loi du marché. Une telle situation de monopole tendrait à faire se replier sur elles-mêmes, la plupart des entreprises.

Pour plusieurs observateurs, hélas, les cégeps sont devenus le parc de stationnement d'une grande partie de notre jeunesse et celui de personnels pourtant très qualifiés...

.../

Aujourd'hui, loin de devancer l'évolution les cégeps sont à la remorque de la société, des étudiants eux-mêmes.

> *"Ce dont l'école du Québec a besoin ce n'est pas d'une nouvelle réforme ou d'une nouvelle structure, ce n'est pas d'une plus ou moins grande participation des parents, ce n'est pas de professeurs les mieux traités au monde, c'est qu'on s'y occupe vraiment des jeunes et qu'on les traite sans préjudice, ni compassion exagérée."* (1)

LES NOUVEAUX DEFIS

Les réalités de l'enseignement post secondaire et de la situation économique qui ont forcé la mise en place du réseau des cégeps n'existent plus. Le projet des cégeps est né de l'insuffisance du système scolaire de l'époque, morcelé, largement élitiste et surtout inadéquat par rapport aux besoins culturels et économiques. Les cégeps allaient favoriser l'accessibilité à la formation professionnelle et universitaire, au moment où le Québec manquait de compétences technologiques et scientifiques. Dans plusieurs domaines, les meilleurs emplois allaient souvent à des gens formés dans d'autres pays. Le Québec importait une part de sa main-d'oeuvre qualifiée. Les cégeps allaient permettre une diffusion du savoir et du savoir-faire sans précédent qualitativement et quantitativement dans l'histoire du Québec. En moins d'une génération, les québécois ont comblé leurs besoins de compétences techniques, qui les avaient toujours tenus dépendants des apports extérieurs.

---

(1) CHARTRAND, M. La revue commerce, "Le mot de la fin" no 86.

.../

Mais la situation a changé; l'arrivée de la crise économique, bien sûr, mais aussi l'accélération et la spécialisation de la technologie y ont principalement contribué.

Pourtant les attitudes et les comportements collectifs dans les institutions collégiales n'ont pas fondamentalement changé en ce qui concerne le type de services rendus à la clientèle, le type de formation donnée. Ce système a fait ses preuves; on se retrouve avec une nouvelle génération, plus scolarisée, plus qualifiée que jamais. Pourquoi donc s'inquiéter?

Peut-être parce que les prochaines décennies seront différentes de ce pour quoi les cégeps existent. Les besoins de main-d'oeuvre spécialisée se concentrent dans les secteurs très précis (informatique, robotique, bureautique, micro-électronique, biothechnologie, etc.) et, finalement, feront disparaître plus d'emplois qu'ils n'en créeront. Même si le gouvernement du Québec rêve d'un virage technologique, il est prévisible que le chômage structurel des jeunes persistera, y compris chez les diplômés. Alors pourquoi les cégeps? A observer leur fonctionnement actuel on se demande ce qu'ils peuvent offrir au nouvel admis pour que celui-ci trouve encore cela important ou utile à sa sortie en 1985 ou 1986.

Le noeud du problème est là. Les cégeps continuent de fonctionner comme s'ils n'avaient pas encore relevé le défi de 1967 alors que le défi de 1983 est tout autre. Comment former des jeunes dans le respect de leurs goûts et de leurs aptitudes et en fonction d'une certaine correspondance à la situation du marché de l'emploi? C'est là le nouveau défi des cégeps.

.../

Pour le relever, il faudra que les collèges développent une nouvelle sensibilité aux besoins changeants du milieu, adoptent une attitude active face aux nouvelles technologies et se préoccupent davantage du développement de nouvelles compétences personnelles tournées vers le bien-être personnel, le loisir créateur, le partage, la réalisation de soi...

C'est la contribution que les cégeps peuvent apporter pour favoriser une "sortie de crise" souhaitable aux plans économique, culturel, social. Ce sera aussi leur contribution à l'insertion des finissants dans la vie et aux nouvelles conditions du marché du travail.

.../

4— DES PISTES DE SOLUTIONS

Après une année de réflexion, le Comité I.F.A.U.T. identifie des sujets qui doivent être fouillés plus à fond pour trouver les solutions au problème de l'insertion des finissants des cégeps à la société.

— La prospective: Le cul-de-sac dans lequel on se retrouve s'explique en partie par le manque de recul. Les gouvernements, les cégeps, les personnels et les étudiants n'ont pas actuellement les moyens pour évaluer la situation d'une façon globale. A cet effet IFAUT:

1. Envisager la multiplication des lieux multidisciplinaires et multifonctionnels de réflexion et de débat sur l'évolution du travail dans la société, dans la région, dans le cégep, dans les programmes...

— La concertation: On constate un cloisonnement étanche entre le cégep, le monde du travail et les corps intermédiaires, et entre les groupes à l'intérieur du cégep. En conséquence IFAUT:

2. Faire connaître le cégep dans son milieu d'abord en soulignant sa personnalité, entre autres par ses compétences culturelles et technologiques.

.../

3. Changer les attitudes dans les cégeps face à l'insertion des finissants dans la société par une concertation des intervenants dans des comités "ad hoc". Un tel comité pourrait réunir: le D.S.A.E., le conseiller en emploi, les chefs de département intéressés, les professionnels en counselling, en information scolaire...

4. Faciliter l'insertion des finissants et du cégep dans le milieu par la mise en place de groupes de travail réunissant des personnels du cégep avec des gens de l'entreprise, des corporations professionnelles et des corps intermédiaires.

- La formation: Tous les observateurs constatent des lacunes importantes dans la formation personnelle de l'étudiant face au travail, au niveau des valeurs, des comportements, des attentes, de la communication orale et écrite... Pour palier ces carences IFAUT:

5. Envisager un élargissement des responsabilités des personnels: celles des professeurs face aux réalités du travail, celles des professionnels face aux réalités de la formation de l'étudiant, pour que les interventions soient moins morcelées.

6. Repenser la notion d'information scolaire au secondaire et au collégial au sujet des programmes et de leurs débouchés réels.

.../

7. Insérer dans les programmes des éléments de formation concernant l'insertion dans la société (recherche d'emploi, état du marché) et multiplier les stages, les visites industrielles, les colloques dans tous les programmes.

8. Augmenter le niveau d'exigences en communication écrite et orale tant dans la langue maternelle que dans la langue seconde.

9. Evaluer les programmes existants à intervales réguliers et élaborer les nouveaux programmes en conservant comme critère les besoins de la société.

- Les services: Devant l'indifférence de la plus grande partie des structures du cégep face à la sortie des étudiants, IFAUT:

10. Prévoir les ressources qui assureraient au collège la capacité de faire:

    - l'étude du marché du travail
    - la mise en marché de ses programmes
    - la publicité
    - l'information
    - le placement de ses finissants.

ANNEXE A

PRESENTATION DU

COMITE SUR

L'INTEGRATION DES FINISSANTS

AU

MARCHE DU TRAVAIL

Le 16 novembre 1982

I.F.AU.T.

Le comité sur l'Intégration des Finissants AU marché du Travail.

SON ORIGINE: En juin dernier, la Commission des affaires étudiantes de la Fédération des cégeps décidait de mettre en place ce comité, devant l'inquiétude générale sur l'état et surtout la tendance du placement après des études collégiales.

SON MANDAT: Inspirés par le souci de fournir des services adéquats aux étudiants affrontant le marché du travail, les responsables des services des affaires étudiantes des cégeps ont demandé à ce comité de:

- vérifier la pertinence des services rendus aux étudiants pour favoriser leur insertion au marché du travail;
- vérifier l'opportunité d'offrir d'autres services pour une meilleure adaptation des étudiants à leur sortie du cégep, qu'ils aient du travail ou non;
- évaluer les autres impacts de la situation économique sur la vie des cégepiens et cégepiennes.

SA COMPOSITION: Le mandat étant large, la composition du comité devait en tenir compte. La Commission des affaires étudiantes a fourni quatre membres

MM. Louis Jolicoeur, cégep de la région de l'Amiante,
Denis Lebel, cégep de Limoilou,
André Leblanc, campus St-Lambert/Longueil,
Daniel Thibodeau, cégep de St-Jérôme.

Elle a aussi obtenu la participation de deux conseillers en main-d'oeuvre d'Emploi et Immigration Canada,

Mme Carol Ann Algranti, cégep John Abbott,
M. Bernard Racette, cégep Ahuntsic,

d'un représentant de la Commission des affaires pédagogiques,

M. Simon Dumouchel, cégep de Drummondville,

et d'un conseiller en affaires éducatives de la Fédération,

M. Pierre Imbeau,

Le comité, à partir de sa deuxième réunion (11-11-82), peut aussi compter sur la participation de la responsable du dossier placement à la Direction de l'enseignement collégial,

Mme Claudette Rhéaume.

SA METHODE:

Le comité entend d'abord recueillir le plus d'information disponible sur cette question; il a entrepris une étude de la documentation sur cette question (elle origine de sources les plus diverses: du numéro d'automne du magazine CEQ à la déclaration de la Conférence des évêques du Québec, en passant par le dossier monté à l'hiver 1982 par le Service des affaires étudiantes de la Dgec). Chacun des membres du comité aura aussi à recueillir des témoignages sur la question auprès des personnes ou des groupes qu'il peut rejoindre; ce travail l'amènera à contacter du personnel des services éducatifs des cégeps, des étudiants, des employeurs et d'autres.

SON AMBITION:

Pour bien remplir son mandat, le comité aura à faire la synthèse de la réflexion non seulement sur la situation du finissant de cégep face au placement, mais aussi sur les modifications de valeurs et de

comportements que provoque chez-lui la situation économique actuelle. Son rapport devra donc clarifier des perceptions, tout en indiquant les réactions les plus concrètes et de préférence prometteuses, de chacun des milieux, devant cette situation. Donc, une étude fouillée, pouvant inspirer des moyens d'action.

VOTRE PARTICIPATION

Le comité, bien que faible en ressources (on aurait pu choisir de demander une subvention pour embaucher un chercheur), dispose d'un atout important: le grand nombre d'interlocuteurs intéressants que la situation actuelle préoccupe à un titre ou à un autre. Chacun peut contribuer à ce dossier: à titre individuel ou dans un groupe structuré. Toute personne qui accepte de participer à cette démarche, peut se permettre de croire qu'elle aura fait quelque chose pour que les jeunes québécois et les jeunes québécoises soient davantage prêts à affronter convenablement la crise.

LES MODALITES... Le comité I.F.AU.T. n'est pas particulièrement rigide sur la forme des collaborations qu'il attend: entrevues, ateliers, transmission de documents, prise de position, conversations privées, tout ce qui vous conviendra et qui s'accomode des disponibilités forcément limitées des différents membres du comité.

Denis Lebel

pour le

Comité I.F.AU.T.

Le 16 novembre 1982

ANNEXE B

LISTE DES GROUPES RENCONTRES

- Commission des affaires pédagogiques (C.A.P.)
- Commission des affaires étudiantes (C.A.E.)
- Association du placement universitaire et collégial (A.P.U.C.) - Exécutif
  - Assemblée générale
- Des étudiants des cégeps de Drummondville,
  Ahuntsic,
  Limoilou,
  Région de l'Amiante,
  Saint-Jérôme.
- Des parents de la Fédération des associations de parents des collèges.
- Les conseillers en emploi de la région de Montréal.
- Les conseillers en emploi de la région de Québec.
- Les conseillers en information scolaire et professionnelle de la région de Montréal.
- Des professeurs du cégep de Drummondville.

ANNEXE C

Les moyens d'action suggérés par les groupes consultés.

CONCERNANT L'ACTION DU M.E.Q.

- Revoir la forme d'implication du milieu socio-économique dans la loi des collèges.
- Accélérer le processus de création et de révision des programmes.
- Impliquer les conseillers en emploi dans la révision des programmes.
- Ré-introduire le développement des qualités personnelles dans les objectifs de programmes.
- Dé-spécialiser certains programmes qui ne conduisent qu'à une seule fonction de travail dans un seul type d'entreprise.
- Introduire dans les programmes suffisamment de souplesse pour leur permettre de coller aux réalités régionales.
- Accélérer la mise en place de centres spécialisés.
- Rendre publiques les prévisions d'embauche du secteur public.
- Enoncer les responsabilités des cégeps quant au placement des finissants.
- Créer au S.R.A.M. et au S.R.A.Q. un poste de responsable des relations publiques avec le marché du travail.
- Favoriser le recyclage et le perfectionnement des enseignants.

CONCERNANT LES ACTIVITES DE FORMATION OFFERTES AUX ETUDIANTS

- Favoriser la mise en place de:
  - stages
  - projets de fin d'études
  - visites industrielles
  - semaines thématiques sur le marché du travail
  - "journées-carrières".
- Créer des cours complétentaires sur:
  - la prise de décision
  - la recherche d'emploi
  - la création d'entreprise
  - le marché du travail.
- Offrir un cours sur la philosophie du travail.
- Impliquer les professeurs dans la diffusion d'information sur le marché du travail.
- Offrir des ateliers sur:
  - la créativité
  - l'affirmation de soi
  - la connaissance de soi
  - la gestion.
- Organiser des groupes d'entraide de chercheurs d'emploi.
- Valoriser le bénévolat.
- Susciter la remise en question du caractère nécessairement rémunérateur du travail.
- Valoriser la polyvalence et la mobilité chez les étudiants.

CONCERNANT LE PASSAGE SUR LE MARCHE DU TRAVAIL

- Organiser des rencontres employeurs-étudiants.
- Créer des comités cégep-employeurs.
- Créer des comités de placement dans chaque orientation professionnelle, composés de professeurs et d'étudiants.
- Promouvoir chez les employeurs et les étudiants la formule de partage d'un emploi par deux finissants.
- Faire la promotion des programmes professionnels auprès des entreprises.
- Confier les activités de présélection au conseiller en placement.

ANNEXE D

LECTURES SUGGEREES

ALLMAND, Warren et al. DU TRAVAIL POUR DEMAIN: LES PERSPECTIVES D'EMPLOI POUR LES ANNES 80. Ottawa: Chambre des communes, 1981.

BLOUIN, Jean. "Les emplois de 1990: les options gagnantes", CANAL-ISEP, no. 6 (1983), 3-28.

CORBEIL, Paul. RELANCE DES FINISSANTS DU COLLEGIAL. Québec: Ministère de l'Education, Direction des politiques et plans, 1981.

DUMAS, Suzanne, Gérard Rochais et Henri Tremblay. UNE GENERATION SILENCIEUSEMENT LUCIDE? Québec: Gouvernement du Québec. Ministère de l'Education, 1982.

FARIN, Avigdor. LA PERCEPTION DES EMPLOYEURS DES LIENS QUI EXISTENT ENTRE LA FORMATION ET L'EMPLOI. Montréal: Université de Montréal, Faculté des sciences de l'éducation, 1980.

GREGOIRE, Réginald. LA FORMATION ET L'INSERTION DES JEUNES DE 15 A 18 ANS DANS LA SOCIETE: UN DEFI POUR TOUTES LES INSTITUTIONS. ETUDE GENERALE PRELIMINAIRE. Québec: Gouvernement du Québec. Ministère de l'Education. Secteur de la planification, 1981.

PENURIE ET CARENCES: TRAVAILLEURS QUALIFIES ET EMPLOIS DURANT LES ANNES 1980. Ottawa: Conseil économique du Canada, 1982.

SCHWARTZ, Bertrand. L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET SOCIALE DES JEUNES. Paris: La documentation française, 1981.

ANNEXE E

RAPPORT DU GROUPE DE REFLEXION SUR LA SITUATION ECONOMIQUE (G.R.I.S.E.)

E.1 Lettre à André Beaudoin

E.2 Lettre à Louise Chené

(Annexe E.1)

Le 30 mars 1983

Monsieur André Beaudoin
Sous-ministre adjoint
Bureau des sous-ministres
Secteur des services interréseaux
1035, rue de la Chevrotière
Québec
G1R 5A5

Monsieur,

Il y a un an, M. Robert Diamant, alors directeur général de la direction générale de l'éducation des adultes (D.G.E.A.), acceptait un projet soumis par Madame Louise Chené, directrice du secteur développement et communications (S.D.C.) de la Fédération des cégeps.

Les objectifs de cette recherche, complémentaire aux travaux du comité de la Fédération sur le développement de l'éducation des adultes dans les cégeps, visaient:

- suite à la situation économique actuelle, à circonscrire les changements qui surviendront dans les besoins de la communauté adulte;
- à indiquer les moyens que les collèges peuvent mettre en oeuvre pour répondre aux besoins pressentis.

Ces objectifs, même ambitieux, ont été atteints d'une façon satisfaisante: le rapport final de notre comité sur l'éducation des adultes en témoignera.

Permettez-moi, cependant, Monsieur, de venir ici faire état du processus expérimenté pour effectuer cette recherche. La méthode de conjecture adoptée et adaptée par notre groupe de réflexion s'est révélée souple, stimulante, efficace. Elle mériterait une analyse plus détaillée pour y reconnaître les éléments d'une démarche facilement applicable à la planification du développement de différents secteurs du système d'éducation et des établissements eux-mêmes.

.../

Les objectifs de notre réflexion ayant été définis au préalable par le comité sur l'éducation des adultes, la formation du groupe a constitué le premier élément de notre démarche proprement dite. Le nom de Groupe de Réflexion sur l'Impact de la Situation Economique s'est vite transformé en G.R.I.S.É. Nous nous sommes d'abord appliqués à solliciter des participants de l'extérieur des cégeps, reconnus pour leur intérêt envers le réseau collégial, pour leur capacité de recul critique devant les événements, pour leur capacité d'exprimer objectivement le point de vue d'un grand nombre d'intervenants et pour leur expérience du travail de groupe.

Les cinq personnes suivantes ont donc été retenues pour représenter le "milieu":

- M. Claude Champigny, "dépanneur" de l'éducation des adultes du niveau secondaire de la région des Bois-Francs;
- M. Michel Desrosiers, conseiller en communication (entre autres à la commission Allmand) et spécialiste de l'emploi, de Montréal;
- M. François Deslandres, industriel de la petite entreprise (fabrication de meubles), de Ste-Agathe;
- Mme Azilda Marchand, animatrice sociale, (A.F.E.A.S., C.S.E.), de l'Ange-Gardien;
- M. Yvon Tremblay, conseiller en gestion à l'E.N.A.P. (attaché au perfectionnement des personnels), de Montréal.

A partir des mêmes critères, nous avons ensuite choisi trois participants qui représenteraient le cégep:

- Mme Michèle Joan, conseillère à l'éducation des adultes du cégep Bois-de-Boulogne;
- M. Claude Lalonde, directeur général du cégep de Saint-Jérôme;
- M. Denis Lebel, directeur des services aux étudiants du collège de Limoilou.

La Fédération a fourni deux conseillers en affaires éducatives comme participants et responsables du soutien de la réflexion:

- Mme Jeanne LeRoux a fait la synthèse des discussions, et j'ai moi-même assumé l'animation du groupe.

.../

Une première rencontre en soirée a permis au groupe de se connaître, de s'approprier son mandat, de définir ses paramètres de fonctionnement, de préciser son calendrier de travail. Le comité a accepté un maximum de quatre rencontres de deux jours portant sur un thème, du plus global au plus spécifique:

1ère rencontre: La situation économique actuelle
- Mandat du comité
- Ateliers de stimulation

2ième rencontre: Impacts de la situation économique
- sur l'adulte
- sur les besoins de formation

3ième rencontre: Impact sur les cégeps
- la formation à offrir
- les services à offrir

4ième rencontre: Elaboration des interventions des cégeps

La réflexion du groupe s'est vraiment enclenchée le lendemain lors de deux ateliers de stimulation qui ont confronté les participants à la société actuelle. Dans l'atelier du matin, l'évolution des valeurs et les changements prévisibles de la société ont été illustrés par M. Paul Imbeau, ingénieur et professeur en relations industrielles. En après-midi, M. Pierre Fortin, économiste et professeur d'université est venu présenter sa vision de l'évolution de l'économie de notre pays.

A partir de cette stimulation, les participants se sont rencontrés trois autres fois pour des périodes de réflexion de deux jours, séparées par des intervalles d'environ deux semaines.

Chaque rencontre de réflexion s'est déroulée selon les trois étapes suivantes:

- Retour sur le contenu de la rencontre précédente, synthèse préparée par Jeanne LeRoux;
- Adoption d'un projet de démarche, proposé par l'animateur;
- Discussion libre, chacune des interventions étant résolument teintée par le point d'observation particulier du participant, sans nécessité d'arriver à des consensus.

.../

Si je vous ai décrit, Monsieur, le processus en détail, c'est que je tiens à faire ressortir les éléments de cette démarche, qui se sont révélés particulièrement significatifs:

- La constitution du groupe comprenant une forte proportion de gens de l'extérieur a permis une discussion plus dégagée et plus franche que celle de groupes semblables composés des seuls intervenants du milieu souvent inconsciemment obnubilés par leur quotidien; la grande variété d'expériences et de points de vue représentés dans ce groupe a amené une lecture plus complète de la réalité, parce que perçue sous plusieurs angles et exprimée avec objectivité;

- Les ateliers de stimulation apparaissent comme le facteur qui a favorisé une réflexion profonde dans un minimum de temps: cette stimulation a aidé les participants, entre autres, à se connaître plus rapidement en leur fournissant un référent commun par rapport auquel ils ont pu se situer dès le départ;

- Le format des rencontres très structuré quant au contenant et très libre quant au contenu, a permis à chacun de conserver son point d'observation spécifique;

- Le temps consacré à la réflexion a contribué à la démarche de deux façons différentes: premièrement, le peu de temps alloué aux rencontres a servi de stimulant aux participants qui ont réagi en tentant de formuler leurs interventions de la façon la plus laconique possible; l'autre effet du facteur temps fait allusion à la période de deux semaines d'intervalle entre les rencontres où chaque participant se retrouvait dans son milieu naturel pour y cheminer individuellement, vérifier les fondements des discussions et ainsi revenir enrichi à la rencontre suivante.

Une telle démarche, Monsieur, comporte aussi des limites: dans de telles circonstances, la qualité de la réflexion tient plus à la valeur personnelle de chacun des participants qu'à une rigueur scientifique éprouvée; la densité des interventions et la volonté de rentabiliser les rencontres au maximum rendent la tâche de synthèse très difficile. Notre réflexion s'est enchaînée comme une spirale où certains thèmes revenaient constamment, mais à chaque fois enrichis, élevés par les interventions précédentes et colorés par l'expérience de l'intervenant; tenter de témoigner de cette évolution dans un rapport conventionnel risque d'en faire perdre toute la valeur.

.../

Une réflexion de cette qualité appelle d'autres démarches semblables et à d'autres niveaux, non seulement comme instrument de planification mais aussi comme un moyen exceptionnel de perfectionnement des participants.

J'espère, Monsieur, que cette description vous aura permis d'apprécier le mérite d'une telle démarche et qu'ainsi, l'expérience dont nous avons tant profité pourra servir à d'autres organismes d'éducation et à d'autres individus.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Pierre Imbeau
Conseiller en affaires éducatives

c.c.: Monsieur Léonce Beaupré, directeur général de la direction générale de l'éducation des adultes

/mck

(Annexe E.2)

Le 10 mai 1983

Madame Louise Chené, directrice
Secteur Développement et Communications
Responsable du comité sur le
Développement de l'éducation des adultes

Ma chère Louise,

La réflexion du comité sur le développement de l'éducation des adultes étant avancée, je veux te rendre compte du travail du groupe de réflexion sur l'impact de la situation économique sur les collèges.

Ce groupe, en effet, fut mis sur pied à la demande du comité sur le développement de l'éducation des adultes qui voulait que soit faite une réflexion prospective sur les moyens que peuvent prendre les collèges pour répondre aux besoins engendrés dans leur milieu par la situation économique actuelle.

Autant qu'un groupe de travail, c'est une expérience heureuse et stimulante que nous avons vécue Pierre et moi à cette occasion et dont je voudrais ici te livrer, plutôt que le compte rendu minutieux des discussions, le ton, l'atmosphère, la dynamique, les préoccupations et l'orientation. La recommandation finale à laquelle le groupe est arrivé en est indissociable.

D'abord te dire le plaisir à travailler avec les membres du groupe, gens venus d'horizons divers, riches d'une expérience très caractérisée, marqués par des ordres de préoccupation très différents, et pourtant si ouverts, si respectueux, si "écoutants", se rejoignant aussi dans la préoccupation de trouver des façons nouvelles de répondre aux besoins des adultes et de répondre aux besoins de la société.

.../

Ainsi, madame Marchand revenait souvent avec des exemples d'interventions réalisées à l'A.F.E.A.S. où s'exprimaient autant ses préoccupations pour le développement des femmes que pour le développement régional.

Yvon Tremblay parlait volontiers de rationalisation des ressources et des services que son expérience récente d'élu municipal lui rendait plus nécessaires et dont il ressentait le besoin de façon plus pressante.

Michel Desrosiers nous parlait du travail et du placement comme d'une occasion de connaître et de développer le potentiel humain. Pour lui, c'était là le plus grand gaspillage de notre époque que ces gens qui n'arrivent pas à se connaître eux-mêmes ni à s'expérimenter dans l'action quotidienne.

Claude Champigny était préoccupé par la mise en commun des ressources dans les petites collectivités, par la remise en valeur du bénévolat et d'autres moyens d'échange tels que le troc, la corvée et même la concertation, ...

Pour Claude Lalonde ce qui paraissait le plus important c'était l'urgence pour les gens de se regrouper, de se mettre eux-mêmes au travail sans attendre l'Aide, la Subvention ou l'Intervention aléatoire d'un Etat Providence.

Denis Lebel parlait volontiers des lourdeurs des appareils bureaucratiques — cégeps compris — et des manières dont les gens s'y prennent pour les contourner, quand ils ne sont pas complètement écrasés ...

François Deslandres, au cours de sa trop brève participation, nous a dépeint l'ordre des besoins des petites entreprises en des termes concrets et imagés.

Quant à Michèle Jean, l'expérience toute récente des rencontres réalisées dans le cadre de la C.E.F.A. la faisait insister sur le besoin de communication entre les structures autant que sur l'immense besoin et l'immense capacité des gens de définir eux-mêmes leur projet éducatif et leur projet d'action "Ils le savent ce qu'ils veulent!"

.../

Caractériser chacun ainsi fausse un peu le climat du groupe tant chacune de ces préoccupations trouvait d'échos chez tous les participants. Mais c'est aussi une façon de tracer dès le départ quels furent les grands axes de la réflexion du groupe.

G.R.I.S.E. avait reçu pour mandat de circonscrire les changements dans les besoins de la clientèle adulte face au cégep et d'indiquer les moyens que les collèges peuvent mettre en oeuvre pour répondre aux besoins ressentis.

La première question que nous nous sommes posée c'est: est-ce que la crise économique actuelle ne crée pas chez les clientèles adultes des collèges de nouveaux besoins de formation? Le chômage envahissant, les ressources limitées, la morosité ambiante que nous avions identifiés dès l'abord comme des éléments caractéristiques du contexte actuel ne génèrent-ils pas des besoins spécifiques? Le collège offre-t-il des réponses à ces besoins?

Et ce que nous appelons "la crise économique actuelle", qu'est-ce que c'est au juste? Qu'est-ce qu'elle dénote? Qu'est-ce qu'elle engendre? Difficultés conjoncturelles ou point de rupture?

D'abord, les membres du groupe ne croient pas que la situation économique et sociale actuelle dépende seulement de difficultés conjoncturelles et que tout reprendra comme avant aussitôt que l'économie sera relancée. Pour eux, notre société est en processus de mutation profonde au niveau de son appareil de production à cause de l'introduction et de la vulgarisation de nouvelles technologies: électronique, informatique, robotique, bureautique, etc.

Cette situation entraîne un déplacement des besoins en main-d'oeuvre: alors que la vague technologique précédente exigeait une masse de travailleurs pour opérer les machines, celle-ci marque un déplacement de la demande vers des travailleurs capables de concevoir et de fabriquer les machines, de les contrôler et de les réparer. Elle exige aussi des travailleurs capables de rendre accessibles et assimilables les données et informations rendues disponibles par les nouvelles technologies.

.../

Cette mutation engendre pour un certain temps un chômage structurel appelé à durer le temps nécessaire à l'économie pour se convertir. Plus encore, les membres du groupe ont tendance à croire que la nouvelle révolution technologique produira plus de temps libre. La société n'a pas encore réussi à domestiquer ce phénomène qui se traduit pour le moment par un chômage massif des jeunes et de certaines catégories de travailleurs. Mais on peut penser que dans l'avenir la très grande majorité des travailleurs bénéficiera de plus de temps libres qui prendront la forme de temps de travail réduits, vacances plus longues, ou périodes de chômage entre deux types d'emploi.

Mais G.R.I.S.E. ne s'est pas attardé à une analyse économique ou même sociologique de la crise et de la société québécoise. Ces grandes lignes ayant campé le contexte social et économique, le groupe s'est plutôt attaché à circonscrire les nouvelles valeurs et les nouvelles attitudes générées par la crise, à identifier les besoins nouveaux qui en sont issus et à suggérer des façons par lesquelles le cégep pourrait y répondre.

Une des premières constatations faites par les membres du groupe est celle d'une situation d'ambivalence et de coexistence de valeurs et de possibilités différentes.

Ainsi, alors que l'ensemble de la société et de l'appareil de production continue à rouler sur les rails de la société de consommation, on assiste à une remise en question des postulats de prospérité, d'abondance, de crédit illimité et d'usure planifiée des biens.

On constate une réduction des taux de croissance mais en même temps des efforts de rationnalisation des choix et des processus.

Le chômage chronique crée une démobilisation à l'égard du travail, les gens y développant de plus en plus un sentiment d'incompétence et de dévalorisation personnelle. Tout en continuant d'agir comme une norme dans leur échelle de valeurs, l'actualisation du travail apparaît de plus en plus difficile et incertaine. Par ailleurs, on constate que le chômage favorise une revalorisation des rapports humains et de l'entre-aide.

On assiste à un désengagement à l'égard des partis politiques et à un repli sur les groupes restreints mais aussi à une volonté de participer à l'échelle locale, là où l'action peut être immédiatement visible et efficace, sans perte d'énergie inutile.

.../

La situation n'est donc pas claire, monolithique et si on regarde les clientèles des cégeps, jeunes et adultes, on perçoit deux ordres de besoins de formation et de support auxquels le cégep devrait répondre: des besoins de formation pour s'inscrire dans les structures du travail et de la société telles qu'elles sont et telles qu'elles seront et des besoins de formation pour passer à travers les changements de la société et du monde du travail.

C'est un peu à cette dichotomie que le groupe a répondu en identifiant d'une part les besoins en main-d'oeuvre et d'autre part les besoins de la main-d'oeuvre engendrés par la situation de crise économique.

Au niveau des besoins en main-d'oeuvre, les membres de G.R.I.S.E. estiment que la sortie de la crise économique se trouve du côté d'une nouvelle croissance génératrice de nouveaux emplois dans les secteurs de l'informatique, la robotique, la télématique ou la biotechnologie. Les cégeps ont un rôle déterminant à jouer dans la formation des concepteurs, des manipulateurs et des utilisateurs des technologies nouvelles.

On signale aussi des besoins de communicateurs, de spécialistes en loisirs et de généralistes polyvalents. En effet, toute période de mutation crée des besoins spécifiques qui durent peu longtemps. La personne qui a une solide formation générale est celle qui est susceptible de mieux s'adapter à ces contre-coups. Spécialistes et généralistes s'alimenteront mutuellement pour répondre aux besoins nouveaux et intégrer les changements dans des perspectives plus larges.

Touchant à la fois aux besoins en main-d'oeuvre et aux besoins de la main-d'oeuvre, les membres du groupe signalent le besoin d'information et de préparation de l'étudiant à l'organisation du travail. Une telle préoccupation devrait être intégrée aux programmes de formation et permettrait aux étudiants de comprendre ce que sont les milieux de travail, quels sont les besoins des entreprises, quelles sont les grandes évolutions qui se dessinent tant au niveau de la technologie qu'au niveau de l'économie ou de la société.

Au niveau des besoins de la main-d'oeuvre, les clientèles du cégep ont besoin d'apprendre à s'approprier au fur et à mesure les changements technologiques afin de les rendre libérateurs. Donc besoin d'une formation de base pour apprivoiser le changement et l'intégrer. Besoin aussi d'une formation personnelle qui permette de faire face à l'inconnu et de tabler sur la capacité de développement du potentiel humain.

.../

Tout système d'éducation devrait avoir comme premier objectif de permettre aux individus de répondre aux questions qui suis-je? quelles sont mes capacités? dans quelles situations puis-je le mieux les faire valoir? Or il semble bien que notre système d'éducation, loin de fournir les instruments pour répondre à ces questions, constitue même un frein à la connaissance de soi dans la mesure où il dissocie systématiquement les connaissances objectives des connaissances subjectives.

Les clientèles des cégeps ont aussi besoin d'apprendre à organiser le temps rendu disponible par les loisirs accrus, le chômage ou la réduction des temps de travail.

Le cégep doit répondre à ces deux ordres de besoins et pour le faire il doit aller au-delà d'un rôle de dispensateur d'enseignements au sens strict.

Pour les membres de G.R.I.S.E., le rôle du cégep, c'est d'aider au développement des apprentissages. Le cégep a un rôle de formation au sens de développement des habiletés quant au savoir, au savoir-faire et au savoir-être. En ce sens, il doit favoriser et miser sur la prise en charge et les valeurs d'autoformation.

Même si elle est première et centrale, la mission de formation du collège n'est pas sa mission unique. Elle a aussi comme corollaires des fonctions d'information et d'expérimentation. Pour assurer sa mission de formation, le cégep se doit d'aller chercher l'information et de la rendre disponible. Pour que cette information soit vivante, dynamique et circulante, le cégep la confrontera à l'action, l'expérimentera et créera ainsi de l'information nouvelle. Cette dernière fonction pourra se réaliser à travers l'activité des centres spécialisés et par la consultation et l'expertise que le cégep pourra apporter aux P.M.E. et aux groupes.

Les contacts avec le milieu industriel et régional apparaissent donc non seulement comme une manière d'être à l'écoute du milieu régional et de répondre à ses besoins mais encore comme une façon pour le cégep d'accroître et de renouveller son expertise.

.../

Devant ces besoins des individus, des groupes, des milieux face à leur cégep, les membres du groupe proposent un processus qui s'apparente à la formation sur mesure et qu'ils suggèrent d'utiliser et d'appliquer en étant attentif aux caractères spécifiques des milieux locaux. Pour aller à l'encontre de la morosité, de la démobilisation et de l'impuissance qui leur apparaissent générés par la situation de crise économique, ils nomment ce processus "Prendre possession de son futur".

Comme formules de formation, ils suggèrent de sortir de l'enseignement et des grilles de cours et de favoriser plutôt des séminaires, des colloques, des ateliers, où l'information est disponible et bidirectionnelle.

Pour prendre possession de son futur,

1. Tenir compte des caractéristiques significatives du milieu

   exemple: relations interpersonnelles
   régionalisation
   chômage
   développement technologique
   regroupements naturels.

2. Considérer ce qu'est le rôle spécifique du cégep. Un cégep ne peut pas tout faire. Il est équipé pour faire d'abord de la FORMATION.

3. Identifier des clientèles ayant des problèmes de formation c'est-à-dire qui sont dans un état d'inadéquation pour faire face à une situation.

4. Préciser les besoins de ces clientèles pour lesquelles le cégep a des ressources ou a la capacité d'en trouver facilement.

5. Se concerter avec les autres intervenants — scolaires, municipaux, gouvernementaux, associatifs — pour qu'il n'y ait pas de déboublement des services offerts. L'objectif est d'offrir le meilleur service au client au meilleur coût.

6. Vérifier la possibilité de jonction avec d'autres organismes, et voir s'il y a possibilité de joindre les ressources pour faire ensemble.

.../

7. Distinguer entre le client et le commanditaire. Le client, c'est l'étudiant. L'intervention de formation doit être efficace pour le client.

8. Faire participer la clientèle individuelle ou collective à l'élaboration du contenu et des objectifs.

9. Ne pas faire une structure de type disciplinaire.

10. Evaluer l'intervention et apporter les ajustements nécessaires.

Ils suggèrent aussi des terrains d'application de ce processus qu'ils font dériver des besoins nouveaux que la crise économique a rendus plus évidents chez les clientèles des collèges.

Ainsi, pour répondre au besoin de s'adapter au changement et au besoin de revaloriser les relations interpersonnelles, on propose des ateliers de développement du potentiel humain: connaissance de soi, de soi avec les autres, de soi dans le travail.

Pour répondre à la démobilisation et à la désorganisation créées par le chômage, on propose des ateliers sur comment utiliser son temps, comment se sentir utile sans "travailler".

Tablant sur une volonté de se réapproprier du pouvoir et de réaliser des actions collectives à une dimension régionale ou locale, G.R.I.S.E. propose la réalisation d'un inventaire des ressources et des possibilités de concertation d'une région.

Considérant le sentiment ambiant d'impuissance et de dépossession du futur, on suggère des ateliers de prospective à réaliser avec toutes sortes de groupes ou de milieux, y compris celui du cégep, pour apprivoiser ensemble les changements et identifier les moyens de les utiliser.

Mais ce qui m'apparaît la ligne de force de G.R.I.S.E., et qui a été véhiculé au cours des quatre rencontres du groupe, c'est le constat d'une situation rendue beaucoup plus évidente à cause de la crise: situation d'étouffement, d'impuissance et de démobilisation.

.../

Ce malaise n'est pas créé uniquement par la crise de l'emploi mais trouve sa genèse dans un type de société où règnent le taylorisme, la bureaucratie, le corporatisme, l'étatisme, le cloisonnement des savoirs et la parcellisation des responsabilités. L'organisation sociale y est énorme et l'action des individus doit s'inscrire dans des voies prévues à l'avance. Tant que la machine roule, que les individus ont du travail, tout va bien; mais sitôt qu'elle se grippe, la lourdeur de l'appareil permet peu d'alternatives.

On se trouve ainsi, comme nous le sommes aujourd'hui, face à de larges segments de la population privés de pouvoirs, sectorisés, privés de leur identité globale; à la recherche de lieux à dimension humaine, de filiations évidentes, d'actions individuelles à réaliser en dehors des bannières collectives; à la recherche aussi de façons de faire qui leur rendraient un sentiment de globalité, de puissance et d'efficience.

Face à cette situation, les membres du groupe souhaitent que les cégeps contribuent de toutes les façons possibles — par le choix de leurs objets d'intervention, par leurs méthodes, par de la concertation, en rassemblant des gens qui n'ont pas l'habitude de se parler — à décristalliser les situations, les mentalités, les modes de fonctionnement et les structures pour faire en sorte que les individus et les groupes retrouvent des images de potentialités, de capacité, de puissance.

Reprenant ici l'expression d'Annie Leclerc dans Paroles de femme et les explications de Michel Desrosiers dans G.R.I.S.E., je dis puissance et non pouvoir, dans la mesure où la puissance agit sans crainte de la puissance d'autrui et en harmonie avec elle alors que le pouvoir écrase de peur et avant d'être écrasé.

Le contexte de chômage partagé par un nombre croissant d'individus fait en sorte que les ressources humaines qui ne servent pas, qui n'ont pas servi se démobilisent, se dévalorisent et s'atrophient. Il apparaît donc urgent d'agir pour conserver l'outil de travail, la ressource humaine collective, en état de fonctionner. Fonctionner à l'intérieur de la crise et fonctionner après.

.../

Plus encore, il faut profiter de la crise, de cette situation où la perception de soi, du monde, de ce qui est convenu, accepté ou acceptable de faire bascule, comme d'une opportunité de voir et de faire autrement, de changer. Une opportunité de retrouver l'essentiel, de s'y retrouver aussi avec son énergie personnelle et vitale. Quand il devient clair que les manières anciennes sont devenues inefficaces, il apparaît plus facile d'expérimenter autre chose.

Dans ce processus, le collège doit aussi être une cible pour lui-même, étant lui-même un appareil de la société bureaucratique, dûment équipé de règles rigides et de comportements stéréotypés et sclérosés.

En somme, si on en croit G.R.I.S.E., la nouvelle phase de développement des collèges devrait se faire sous le signe de l'écoute des besoins des clientèles, de la rationalisation dans le choix des priorités, de l'invention et de la concertation au niveau des moyens. Ceci exigera de la part des collèges imagination, souplesse et dynamisme. Beau défi n'est-ce pas? Un peu vague peut-être? Non pas. G.R.I.S.E. nous indique charitablement une liste de changements à effectuer de toute urgence dans les collèges pour pouvoir prendre ce virage:

a) retrouver le souci de sa clientèle

b) développer la mentalité de l'efficacité

c) s'exercer à l'écoute et à la concertation

d) établir des contacts avec les milieux de travail

e) adapter son langage à ses clientèles, tant dans le choix du vocabulaire que des médias

f) décloisonner ses services.

C'est la grâce que je nous souhaite!

Sachant bien que même si la majorité des membres du Groupe de Réflexion sur les Impacts de la Situation Economique venaient de l'extérieur des collèges, ce genre d'idées se retrouve aussi dans les cégeps, à différents niveaux.

.../

J'espère que ce message de décristallisation, d'ouverture et d'attention aux besoins des milieux de base trouvera place dans les recommandations du comité sur l'éducation des adultes.

Jeanne LeRoux

Jeanne LeRoux
Conseillère en affaires éducatives.

JLR/rct

ANNEXE F (Revisée le 16 juin 1983)

SYNTHESE DE L'ETAT DU PLACEMENT DES FINISSANTS DU SECTEUR PROFESSIONNEL DES CEGEPS POUR LES ANNEES 1981 ET 1982

Les données provisoires dont il est fait état ici, proviennent de la Relance effectuée en janvier 1983 auprès de 13 142 finissants du secteur professionnel des cégeps du Québec, donc 7 mois après la fin de leurs études collégiales. Ces données nous ont été fournies par Emploi et Immigration Canada. Le rapport final et détaillé sera disponible à l'automne de 1983.

1— Un premier tableau présente une synthèse globale provinciale. Il s'agit d'un portrait de la situation du placement pour l'ensemble du réseau collégial selon le format habituel utilisé par la Relance.

2— Le tableau suivant compare les données d'ensemble des années 1981 à 1982 par groupe de techniques.

3— Suit une série de six tableaux qui étale les données provinciales pour chacun des groupes de techniques.

4— Le dernier tableau compare le taux de chômage pour chacun des programmes.

.../

REMARQUES:

— Nous avons choisi de comparer les deux années 1981 et 1982 pour faire ressortir l'évolution du placement ou du chômage selon le cas.

— Quelques chiffres pour janvier 1982:

. 38.8% de chômage.

. 30.9% des finissants en emploi relié permanent.

. 16.7% des finissants en emploi relié temporaire ou temps partiel.

. 13.8% des finissants en emploi hors discipline.

. La combinaison finissants en chômage et finissants en emploi hors discipline égale 52.6%

— Les perspectives de 1983 ne sont guère plus reluisantes. Suite à une réunion des conseillers en emploi et des C.I.S.E.P. de la région de Montréal, tenue le 25 mai 1983, nous constatons que la situation se répète en 1983.

SYNTHESE PROVINCIALE GLOBALE (CEGEPS)

NO. DU PROGRAMME	CANDIDATS		CANDIDATS NON DISPONIBLES				FINISSANTS SE DESTINANT A L'EMPLOI	PLACEMENTS						FINISSANTS SANS EMPLOI
	NOMBRE DE FINISSANTS	D.E.C.	ETUDES A L'UNIVERSITE	RETOUR AU CEGEP	AUTRES RAISONS	STATUT INCONNU		EMPLOI RELIE PERMANENT		EMPLOI RELIE TEMPORAIRE		EMPLOI NON RELIE		
	I	II	III	IV	V	VI	VII	PT/TP VIII		PT/TP IX		PT/TP X		XI
#	13 142	10 024	1 295	2 245	193	—	9 503	2878	548	734	270	752	529	3 619
%	100	76,3	9,8	17	1,5	—	100	30,9	5,4	7,9	2,9	8,1	5,7	38,8

SYNTHESE PROVINCIALE 1981 1982

TABLEAU COMPARATIF	1981		1982		1981		1982		1981		1982		1981		1982		1981		1982		1981		1982		1982		1981		1982	
	Total		Total		Techniques agricoles		Techniques agricoles		Techniques biologiques		Techniques biologiques		Techniques physiques		Techniques physiques		Techniques humaines		Techniques humaines		Techniques administ.		Techniques administratives		Arts et lettres		Arts et lettres	
Total des finissants	24 856	100	23 145	100	303	100	772	100	5 353	100	2 500	100	3 883	100	3 535	100	1 780	100	1 684	100	4 597	100	4 681	100	727	100	582	100
D.E.C.	20 260	63,3	16 02	76,3	209	69,0	210	77,3	2 810	64,0	1 256	66,4	2 370	61,5	2 391	66,0	1 312	73,5	1 104	65,9	3 102	65,7	3 537	75,3	386	52,9	416	71,5
Total des finissants non disponibles pour de l'emploi	3 166	20,0	3 733	20,3	47	15,5	45	16,5	668	10,0	474	18,0	1 340	34,7	1 456	41,0	497	27,9	325	22,1	1 307	28,4	2 530	21,5	267	34,0	187	23,9
Études à l'université	533	6,3	1 256	8,0	16	5,3	5	1,9	94	3,0	139	5,3	278	7,2	430	12,1	97	5,4	104	7,1	309	6,0	566	11,0	59	8,1	62	10,4
retour au CEGEP	2 142	14,4	2 241	17	6	2,0	33	12,1	307	9,2	293	11,1	892	23,2	994	28,0	193	10,8	192	13,0	684	14,3	679	14,4	55	7,6	55	9,2
autres raisons	365	2,5	193	1,5	16	5,3	7	2,6	75	2,2	43	1,6	55	1,4	32	0,9	77	4,3	29	2,0	95	1,9	62	1,3	54	6,7	20	3,4
statut inconnu	751	1,8			15	4,9			192	5,7			110	3,0			130	7,3			200	4,2			99	13,6		
Total des finissants se dirigeant à l'emploi	20 670	100	20 803	100	256	100	227	100	2 685	100	2 550	100	2 523	100	2 054	100	1 283	100	1 150	100	3 400	100	3 433	100	480	100	450	100
emploi relié permanent	5 329	58,3	5 424	35,8	200	78,1	102	45,3	1 383	51,5	605	38,3	1 719	68,1	630	31,1	676	37,0	322	28,7	2 279	66,7	1 414	42,0	264	55,0	151	33,4
emploi relié temporaire	1 244	11,6	1 804	10,8	25	9,8	12	5,3	523	19,5	350	13,3	229	9,0	147	7,1	183	14,1	166	15,0	238	6,9	331	9,8	47	9,8	57	12,6
emploi non relié	1 001	9,4	1 281	13,5	1	0,4			181	7,1	238	11,3	181	7,1	240	21,7	216	16,9	260	18,7	349	10,1	512	15,2	61	12,7	70	15,5
Total des finissants en emploi	8 060	80,2	8 109	81,7	226	88,3	114	50,0	2 096	78,1	1 226	62,0	2 129	84,4	1 035	60,0	976	60,1	701	53,4	2 866	83,3	2 257	67,0	372	77,5	278	61,5
Total des finissants sans emploi	2 195	19,7	2 010	18,8	30	11,7	111	49,0	589	21,9	703	37,1	393	15,6	1 020	60,0	611	31,0	499	36,6	974	16,7	1 176	33,1	108	22,5	172	38,6

TECHNIQUES AGRICOLES

NO. DU PROGRAMME		CANDIDATS		CANDIDATS NON DISPONIBLES					FINISSANTS SE DESTINANT A L'EMPLOI		PLACEMENTS						FINISSANTS SANS EMPLOI
		NOMBRE DE FINISSANTS	D.E.C.	ETUDES A L'UNIVERSITE	RETOUR AU CEGEP	AUTRES RAISONS	STATUT INCONNU				EMPLOI RELIE PERMANENT		EMPLOI RELIE TEMPORAIRE		EMPLOI NON RELIE		
		I	II	III	IV	V	VI		VII		PT/TP VIII		PT/TP IX		PT/TP X		XI
#		272	210	5	33	7	-		227		81	21	7	5	-----		111
%		100	77.2	1.8	12.1	2.6	-		100		36	9.3	3.1	2.2	-----		49.3

TECHNIQUES DE BIOLOGIE

NO. DU PROGRAMME		CANDIDATS		CANDIDATS NON DISPONIBLES					FINISSANTS SE DESTINANT A L'EMPLOI		PLACEMENTS						FINISSANTS SANS EMPLOI
		NOMBRE DE FINISSANTS	D.E.C.	ETUDES A L'UNIVERSITE	RETOUR AU CEGEP	AUTRES RAISONS	STATUT INCONNU				EMPLOI RELIE PERMANENT		EMPLOI RELIE TEMPORAIRE		EMPLOI NON RELIE		
		I	II	III	IV	V	VI		VII		PT/TP VIII		PT/TP IX		PT/TP X		XI
#		2596	2296	139	292	43	-		2551		469	339	128	152	122	116	783
%		100	88.4	5.3	11.1	1.6	-		100		18.2	16.1	6.1	7.2	5.8	5.5	37.1

TECHNIQUES PHYSIQUES

NO. DU PROGRAMME		CANDIDATS		CANDIDATS NON DISPONIBLES					FINISSANTS SE DESTINANT A L'EMPLOI		PLACEMENTS						FINISSANTS SANS EMPLOI
		NOMBRE DE FINISSANTS	D.E.C.	ETUDES A L'UNIVERSITE	RETOUR AU CEGEP	AUTRES RAISONS	STATUT INCONNU				EMPLOI RELIE PERMANENT		EMPLOI RELIE TEMPORAIRE		EMPLOI NON RELIE		
		I	II	III	IV	V	VI		VII		PT/TP VIII		PT/TP IX		PT/TP X		XI
#		3537	2391	430	994	32	-		2094		621	17	133	14	154	86	1025
%		100	66.6	12.1	28	0.9	-		100		30.3	0.8	6.5	0.7	7.5	4.2	50

TECHNIQUES HUMAINES

NO. DU PROGRAMME	CANDIDATS		CANDIDATS NON DISPONIBLES				FINISSANTS SE DESTINANT A L'EMPLOI	PLACEMENTS						FINISSANTS SANS EMPLOI
	NOMBRE DE FINISSANTS	D.E.C.	ETUDES A L'UNIVERSITE	RETOUR AU CEGEP	AUTRES RAISONS	STATUT INCONNU		EMPLOI RELIE PERMANENT		EMPLOI RELIE TEMPORAIRE		EMPLOI NON RELIE		
	I	II	III	IV	V	VI	VII	PT/TP VIII		PT/TP IX		PT/TP X		XI
#	1464	1184	104	192	29	-	1150	237	95	119	47	115	94	409
%	100	89.9	7.1	13	2		100	21.2	8.5	10.6	4.4	10.3	8.4	36.6

TECHNIQUES ADMINISTRATIVES

NO. DU PROGRAMME	CANDIDATS		CANDIDATS NON DISPONIBLES				FINISSANTS SE DESTINANT A L'EMPLOI	PLACEMENTS						FINISSANTS SANS EMPLOI
	NOMBRE DE FINISSANTS	D.E.C.	ETUDES A L'UNIVERSITE	RETOUR AU CEGEP	AUTRES RAISONS	STATUT INCONNU		EMPLOI RELIE PERMANENT		EMPLOI RELIE TEMPORAIRE		EMPLOI NON RELIE		
	I	II	III	IV	V	VI	VII	PT/TP VIII		PT/TP IX		PT/TP X		XI
#	4691	3527	555	679	62	-	3423	1341	73	294	37	311	201	1116
%	100	75.2	11.8	14.4	1.3	-	100	39.8	2.2	8.7	1.1	9.2	6.0	33.1

TECHNIQUES DES ARTS

NO. DU PROGRAMME	CANDIDATS		CANDIDATS NON DISPONIBLES				FINISSANTS SE DESTINANT A L'EMPLOI	PLACEMENTS						FINISSANTS SANS EMPLOI
	NOMBRE DE FINISSANTS	D.E.C.	ETUDES A L'UNIVERSITE	RETOUR AU CEGEP	AUTRES RAISONS	STATUT INCONNU		EMPLOI RELIE PERMANENT		EMPLOI RELIE TEMPORAIRE		EMPLOI NON RELIE		
	I	II	III	IV	V	VI	VII	PT/TP VIII		PT/TP IX		PT/TP X		XI
#	582	416	62	55	20	-	458	129	22	39	18	43	27	175
%	100	71.5	10.4	9.2	3.4	-	100	28.5	4.9	8.6	4.0	9.5	6.0	38.6

TAUX DE CHOMAGE PAR PROGRAMME PROFESSIONNEL
(Finissants de mai 1982 - 129 programmes)

PROGRAMME	% 1982	% 1983	PROGRAMME	% 1982	% 1983	PROGRAMME	% 1982	% 1983	PROGRAMME	% 1982	% 1983
110.00	20	0	155.06	50	64	248.02	69.2	0	410.11	31.3	19
110.02	26.3	10	160.01	16.7	0	248.03	75	0	411.00	6.9	0
111.00	65	0	180.00	36.9	18	251.00	0	0	412.00	16.1	11
111.01	5	n/d	180.01	100	n/d	251.01	0	n/d	412.01	25.1	n/d
120.00	30.4	25	190.01	62.2	64	260.01	61.5	12	412.03	100	n/d
140.01	43.2	18	190.02	81.5	48	260.02	20	0	414.00	39.5	25
140.02	16.7	8	190.03	63.2	57	270.02	64.3	n/d	420.00	32.7	4
140.04	8.3	n/d	210.01	32.8	13	270.03	66.7	n/d	420.01	0	n/d
141.00	21.1	12	210.02	71.4	36	270.04	60	n/d	511.01	42.9	0
142.01	50.5	38	210.03	42.9	14	271.01	46.2	n/d	532.00	61.5	n/d
142.02	0	0	211.00	18.2	0	271.02	76.2	n/d	534.00	28.6	n/d
142.03	16.7	25	221.01	45.3	24	271.03	100	n/d	561.01	50	n/d
144.00	29.2	28	221.02	58.3	22	280.01	77.8	0	561.02	55.6	n/d
145.01	53.8	38	221.03	29.7	3	280.02	32.1	26	561.03	0	n/d
145.02	42.9	38	221.04	0	0	280.03	55.6	5	561.04	0	n/d
145.03	33.3	23	222.00	20	n/d	280.04	64	38	570.01	53.3	41
145.04	58.3	62	222.01	53.8	27.5	310.01	44.6	46	570.02	33.3	31
147.00	60	50	230.01	52.6	15	310.02	59.3	23	570.03	44.6	26
152.01	61.9	24	230.02	54.5	15	310.03	24.2	12	570.04	42.9	7
152.02	57.4	1.3	231.03	0	0	311.01	80	19	570.06	48.2	34
153.01	31.4	2	232.00	58.8	42	322.03	14.5	2	570.07	42.9	20
153.02	87.5	10	233.00	61.1	32	351.00	34.8	30	571.01	15.4	15
153.03	50	9	241.00	66.7	n/d	384.01	20	9	581.02	0	9
153.04	55.6	0	241.01	54.1	5	388.00	46.6	40	581.03	52.6	0
153.05	100	0	241.02	69.8	11	391.00	37.6	29	581.04	14.3	0
153.06	53.8	53	241.03	55.7	7	393.00	19.1	28	581.05	80	0
153.07	50	67	243.01	53.1	17	410.00	68.8	n/d	581.06	20	0
153.08	66.7	17	243.02	54	18	410.01	32.6	17	589.02	14.3	n/d
154.01	25	0	243.03	42.9	19	410.02	45.5	34	589.03	17.6	n/d
154.02	0	0	243.05	56.5	0	410.03	38	24	589.04	29.4	n/d
154.03	50	n/d	244.00	55.6	18	410.04	42.5	13			
155.01	66	0	247.01	6.3	0	410.05	36.7	10			
155.05	28.6	0	248.01	0	0	410.07	57.4	32			

Gouvernement du Québec
Ministère de l'Éducation
Direction générale de l'enseignement collégial

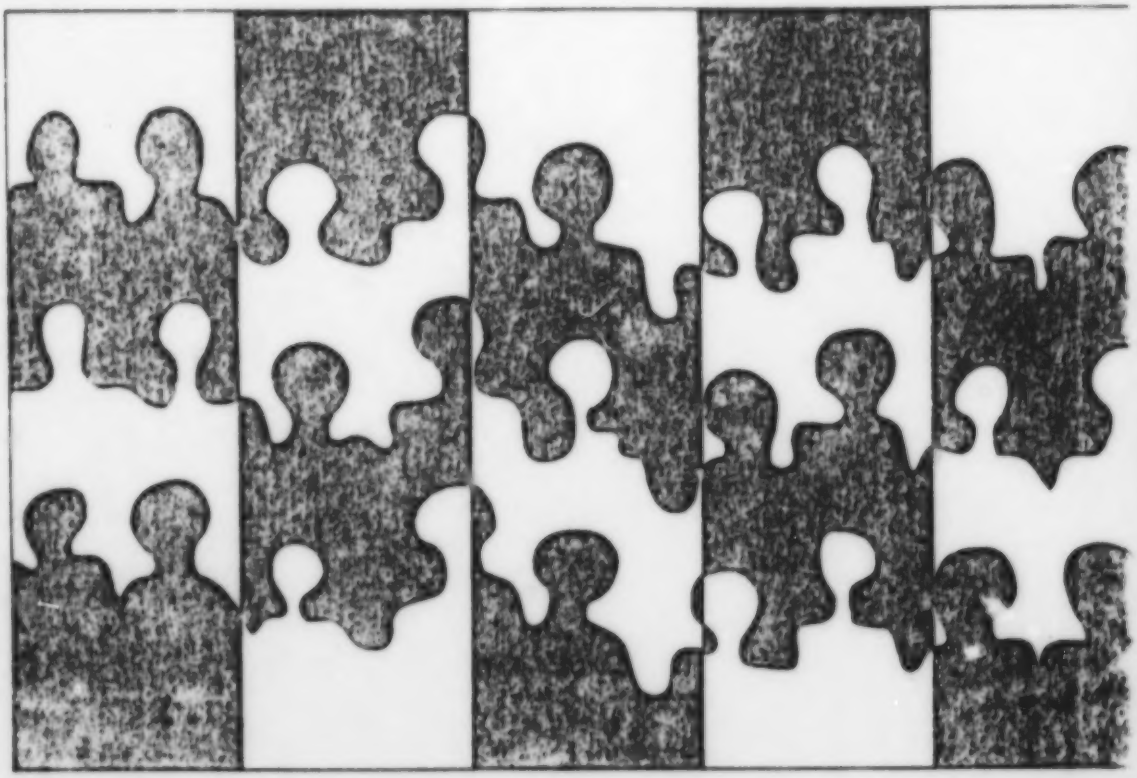
volume 7 numéro 3

ANNEXE G

Bulletin Statistique

Recherche et Développement

Analyse des caractéristiques de l'effectif collégial et des phénomènes liés à l'admission et à la poursuite des études collégiales.



Analyse des caractéristiques de l'effectif collégial et des phénomènes liés à l'admission et à la poursuite des études collégiales

Document No 15-8006
DGEC
82-05-07

Jeannine Lamonde
Recherche et développement

Tableau 23: Elèves inscrits en première année dans les collèges publics et qui étaient inscrits aux examens du secondaire en juin de la même année.

Années	1979	1980	1981
Total	42632	43399	46170
Hommes	21263	21039	21971
Femmes	21369	22360	24199

Sources: données produites en commandite par le SRAM à partir du fichier SICC, janvier 1982.

4. Sommaire

Le tableau 23 donne une vue d'ensemble des hausses d'effectifs à l'automne 1981, selon la provenance exprimée en termes de passage du secondaire au collégial, de retours aux études et de durée des études. L'ensemble de la situation peut se résumer comme suit:

- Augmentation de l'effectif à l'automne 1981

L'effectif réel de l'enseignement régulier collégial s'est accru de 5 301 élèves à l'automne 1981 par rapport au même effectif de l'automne 1980.

- Passage du secondaire au collégial

L'augmentation des effectifs en provenance directe du secondaire explique à elle seule 52% de la hausse de l'effectif total de l'enseignement régulier à l'automne 1981.

Cette augmentation s'est traduite par une amélioration du taux de passage du secondaire au collégial de 2,2 points de pourcentage; celui-ci atteint donc le sommet record de 44,0% à l'automne 1981. Ce changement était plutôt inattendu si on considère que le taux de passage n'avait presque pas bougé entre 1976 et 1980, variant entre 40,2% et 42,7%.

Une analyse plus fine révèle que le taux de passage du secondaire au collégial est beaucoup plus élevé pour les femes (48,0%) que pour les hommes (40,3%). L'écart entre les taux de passage féminins et masculins n'est pas un phénomène nouveau à l'automne 1981, mais on constate qu'il ne fait que s'accroître d'année en année.

l'augmentation du taux de passage semble liée directement à l'accroissement du taux des demandes d'admission plutôt qu'à une amélioration du taux moyen d'admission dans les CEGEP. Celui-ci semble être demeuré stable par rapport aux années antérieures (environ 82%). On constate toutefois une meilleure performance des femmes relativement à leurs taux d'admission. Celles-ci enregistrent en moyenne des taux d'admission supérieurs de 4 points de pourcentage comparativement à ceux observés pour leurs confrères masculins.

- Les retours aux études

L'augmentation des effectifs observée dans la catégorie "retours aux études" explique environ 10% de la hausse de l'effectif total à l'enseignement régulier. Les femmes adultes ont accru leurs parts relatives dans tous les groupes d'âge et plus particulièrement dans le sous-groupe "23 ans et plus"; ce dernier groupe est celui qui a connu la plus forte croissance à l'automne 1981 (environ 25% de plus qu'à l'automne 1980).

La présence des POST-DEC à l'enseignement régulier semble être un phénomène qui prend de plus en plus d'ampleur: à l'automne 1980, le nombre de POST-DEC inscrits à l'enseignement régulier temps plein représentait environ 5,2% de l'effectif total du réseau.

Le retour des étudiants de provenance universitaire vers les CEGEP demeure un phénomène très marginal et n'a pas connu de hausse significative à l'automne 1981.

- La durée des études

On constate à l'automne 1981, une augmentation très importante dans la catégorie d'élèves inscrits, pour la deuxième

année de suite, en première année à l'enseignement régulier temps plein. L'augmentation observée dans cette catégorie d'élèves représente 27% de la hausse de l'effectif total de l'enseignement régulier à l'automne 1981.

L'état actuel de l'étude ne permet pas de quantifier les raisons du phénomène: réorientations en cours d'étude, diminution du nombre de cours suivis par certains élèves, ou encore persistance accrue des élèves face à l'échec scolaire.

L'augmentation des effectifs de deuxième et troisième année représente environ 10% de la hausse de l'effectif total à l'automne 1981. Ce phénomène constitue le prolongement normal des hausses d'élèves de première année vécues à l'automne 1980.

Tableau 34

Effectifs réels de l'automne 1981		
Année de programme / Secteur	Général	Professionnel
1ère	35840	27820
2e	25475	18428
3e	-	15786

Tableau 34b

Taux de passage par année de programme (estimation pour 1981-1982)		
Année de programme / Secteur	Général (%)	Professionnel (%)
1ère - 2e	78,0	71,0
2e - 3e	-	86,0

Tableau 34c

Prévisions des effectifs de l'automne 1982		
Année de programme / Secteur	Général Nombre (Ecart 81-82)	Professionnel Nombre (Ecart 81-82)
1ère	-	-
2e	27955 (2480)	19750 (1325)
3e		15850 (62)

Perspectives à court et moyen termes concernant l'évolution des effectifs de l'enseignement régulier collégial

1. Prévisions des effectifs de deuxième et troisième années de l'automne 1982

L'analyse de l'évolution historique des effectifs et de la situation vécue à l'automne 1981 nous permet déjà d'entrevoir des hausses substantielles d'élèves à l'automne 1982, particulièrement pour les groupes de deuxième et troisième années du collégial.

On constate à partir des données historiques d'effectifs par secteur d'enseignement et année de programme que la poursuite des études collégiales d'une année à l'autre est relativement constante à l'intérieur de chaque secteur et de chaque changement d'année de programme.

Le tableau 34 présente:

1° les données des effectifs de l'automne 1981 par secteur d'enseignement et année de programme;

2° les projections des taux de poursuite pour 1981-1982;

3° les prévisions des effectifs de deuxième et troisième années pour l'automne 1982.

Les taux de poursuite par secteur et changement d'année de programme ont été estimés en effectuant une moyenne pondérée des taux de poursuite observés au cours des cinq dernières années (la pondération étant plus forte pour les deux dernières années).

Les prévisions des effectifs de l'automne 1982 sont alors obtenues en multipliant les effectifs réels de l'automne 1981 de chacun des secteurs et années de programme par le taux de poursuite correspondant.

Selon ces prévisions, l'effectif de deuxième année du secteur général devrait augmenter à l'automne 1982 d'environ 2 480 élèves. Quant au secteur professionnel, on anticipe une hausse d'effectif d'environ 1 325 élèves pour le groupe de deuxième année, ainsi qu'une légère augmentation de 60 élèves dans le groupe des finissants de troisième année.

En utilisant ces projections et en supposant une croissance nulle des effectifs de première année, on obtient à l'automne 1982 des prévisions totales d'inscriptions qui dépassent de plus de 3 800 celles des effectifs réels de l'automne 1981.

2. Evolution des nouveaux effectifs (court et moyen termes)

L'évolution future des effectifs de première année, à court et moyen termes, dépend pour beaucoup de la trajectoire que prendront les phénomènes nouveaux qui ont marqué le réseau collégial depuis deux ans. L'analyse des caractéristiques de l'effectif du réseau collégial nous a permis d'en identifier quatre qui semblent particulièrement probants. Ce sont:

2.1 Le passage du secondaire au collégial

On a constaté dans notre étude que la hausse globale du taux de passage du secondaire au collégial à l'automne 1981 était le reflet d'une croissance importante des taux de demandes d'admission suivie d'un effort concerté

pour maintenir les taux d'admission aux mêmes niveaux que ceux des années précédentes. On a constaté de plus que le passage du secondaire au collégial semblait plus élevé chez les femmes en raison d'une augmentation plus forte des demandes d'admission ainsi que d'une meilleure performance de leurs taux d'admission (écart de 4% entre les taux d'admission féminins et masculins).

Ce phénomène, qui était déjà amorcé depuis quelques années, a été particulièrement accentué à l'automne 1981.

Il est difficile de prévoir si cette situation se stabilisera au cours des prochaines années car celle-ci n'est pas indépendante du contexte économique que nous vivrons dans le futur. On peut donc supposer qu'à l'automne 1982 les taux de passage se maintiendront au moins aux niveaux de l'automne 1981. On constate de plus que le niveau actuel du taux de passage des hommes laisse place à l'amélioration pour les années futures.

2.2 Augmentation des effectifs de sexe féminin

Même si le rattrapage des femmes a été particulièrement important à l'automne 1981, l'accroissement des effectifs féminins à l'enseignement régulier est un phénomène amorcé depuis déjà plusieurs années.

Si l'on considère les niveaux et les parts relatives des effectifs féminins observés à l'automne 1981, on devrait s'attendre à ce que le phénomène féminin atteigne un point de stabilisation d'ici quelques années.

2.3 Augmentation de l'effectif au secteur général

On a pu constater dans notre étude que l'accroissement relativement important du nombre d'élèves au secteur général semble en partie la résultante de l'absorption par ce secteur d'une forte proportion de candidats refusés au secteur professionnel. Que ce soit à cause des préalables d'admission relativement plus élevés au secteur professionnel, ou encore parce que la croissance du nombre de places disponibles est inférieure à la croissance de la demande, on assiste semble-t-il à un refoulement des candidats refusés dans plusieurs programmes du secteur professionnel vers d'autres programmes plus accessibles du secteur général. Ce phénomène peut donner lieu à deux effets secondaires:

2.3.1 Augmentation des changements d'orientation

On peut penser que la proportion accrue des élèves refoulés au secteur général pourrait entraîner à court terme une augmentation assez importante des changements d'orientation. Tous les candidats ayant dû accepter un second choix d'admission pourraient éventuellement manifester le désir de se réinscrire en cours d'étude au programme de leur premier choix.

2.3.2 Augmentation de la durée des études

Si la situation décrite plus haut devait prendre de l'ampleur, elle n'améliorerait certes pas le nombre de places disponibles pour les nouveaux candidats désireux d'accéder aux programmes du secteur professionnel. Ceci pourrait donc provoquer des files d'attente qui se traduiraient par une augmentation significative de la durée des études pour ces groupes d'effectifs.

Ce phénomène semble relativement nouveau à l'enseignement collégial et pourrait expliquer l'augmentation très forte du groupe d'élèves inscrits pour la seconde année consécutive en première année de l'enseignement régulier temps plein. (L'augmentation de ce groupe représente 27% de la hausse de l'effectif total).

Si l'hypothèse plus haut s'avère vérifiée, il faudrait peut-être réévaluer les politiques touchant à l'accessibilité et confronter les coûts relatifs à l'augmentation de la capacité d'accueil pour les programmes contingentés par rapport aux coûts de subvention des élèves en files d'attente.

2.4 Les retours aux études

Bien que l'augmentation des "adultes" n'explique que 10% de la hausse de l'effectif collégial à l'automne 1981, il reste que le nombre d'"adultes" inscrits à l'enseignement régulier collégial varie actuellement entre 12 000 et 14 000 élèves et qu'il connaît depuis trois ans un rythme de croissance supérieur à celui de l'ensemble du réseau.

Ce phénomène est probablement lié au contexte économique vécu depuis deux ans. Il n'est probablement pas étranger non plus au contexte budgétaire qui a marqué le réseau de l'éducation des adultes l'an dernier. Les coupures au budget de l'éducation des adultes l'an dernier ont pu provoquer un déplacement des effectifs adultes vers le réseau de l'enseignement régulier. Si tel était le cas, les statistiques des retours réels aux études seraient biaisées à la hausse pour la session de l'automne 1981.

Il semble donc que la fréquentation de l'enseignement régulier collégial par les "adultes" n'est pas près de s'éteindre si on considère les perspectives économiques et budgétaires qui s'annoncent pour les prochaines années.

2.5 Conclusion

Les phénomènes nouveaux qui marquent le réseau collégial depuis bientôt deux ans semblent presque tous découler du contexte économique vécu tant au Québec qu'à l'échelle mondiale.

En effet, la détérioration de la situation économique depuis deux ans s'est traduite par une baisse des emplois disponibles particulièrement pour les jeunes de 15 à 24 ans. Il n'est donc pas étonnant qu'une bonne proportion des finissants du secondaire, qui se seraient normalement acheminés vers le marché du travail, aient préféré un statut d'étudiant à un statut de chômeur ou d'assisté social.

On constate que la situation ne s'est guère améliorée depuis le début de 1982 et on ne prévoit pas, du moins pour la prochaine année, une reprise suffisamment marquée de l'économie qui pourrait renverser cette tendance. La population potentielle qui pourrait éventuellement être intéressée à poursuivre des études collégiales ne devrait donc pas connaître de diminution sensible; au contraire, celle-ci pourrait même augmenter pour la session d'automne 1982.

3. Impact sur les effectifs universitaires

Depuis deux ans, le secteur général a absorbé une très forte proportion des hausses d'effectifs à l'enseignement régulier. A l'automne 1980, le secteur général a accru ses effectifs de première année de près de 2 000 élèves; cette situation s'est poursuivie à l'automne 1981 avec encore plus de vigueur avec des

hausses d'inscriptions de 2 900 élèves en première année et 759 élèves en deuxième année, pour une hausse totale de 3 659 élèves.

Comme ces effectifs constituent normalement le bassin d'alimentation du réseau universitaire, on peut croire que dès cette année, ces hausses se répercuteront sur le réseau universitaire sous la forme de demandes d'admission additionnelles.

Avec le contexte budgétaire actuel, et toutes les discussions entourant l'accessibilité et le financement des effectifs additionnels, il est certes pertinent de planifier cet impact.

Toutefois, on sait que la croissance du secteur général à l'automne 1981 est, en grande partie, la résultante du contingentement dans le secteur professionnel. Ces élèves qu'on a "refoulés" au secteur général poursuivront-ils jusqu'au niveau universitaire, ou chercheront-ils à se réinscrire en cours d'étude (réorientation) au secteur professionnel du réseau collégial?

SYNTHESE PROVINCIALE 1981-1982

TABLEAU COMPARATIF	1981		1982		1981		1982		1981		1982		1981		1982		1981		1982		1981		1982		1981		1982	
	Total		Total		Techniques agricoles		Techniques agricoles		Techniques biologiques		Techniques biologiques		Techniques physiques		Techniques physiques		Techniques humaines		Techniques humaines		Techniques administ.		Techniques administratives		Arts et lettres		Arts et lettres	
Total des finissants	14 838	100	13 143	100	303	100	272	100	3 353	100	2 596	100	3 862	100	3 537	100	1 784	100	1 464	100	4 807	100	4 691	100	727	100	582	100
D.E.C.	10 260	69,1	10 024	76,3	209	69,0	210	77,2	2 818	84,0	2 296	88,4	2 374	61,5	2 391	66,6	1 312	73,5	1 184	80,9	3 162	65,7	3 527	75,2	385	52,9	416	71,5
Total des finissants non disponibles pour de l'emploi	4 166	28,0	3 733	28,3	47	15,5	45	16,5	668	19,9	474	18,0	1 340	34,7	1 456	41,0	497	27,8	325	22,1	1 367	28,4	1 530	27,5	247	34,0	137	23,0
- études à l'université	933	6,3	1 295	9,8	16	5,3	5	1,8	94	2,8	139	5,3	278	7,2	430	12,1	97	5,4	104	7,1	389	8,0	555	11,8	59	8,1	62	10,4
- retour au CEGEP	2 143	14,4	2 245	17	6	2,0	33	12,1	307	9,2	292	11,1	897	23,2	994	28,0	193	10,8	192	13,0	684	14,2	679	14,4	55	7,6	55	9,2
- autres raisons:	340	2,3	193	1,5	10	3,3	7	2,6	75	2,2	43	1,6	55	1,4	32	0,9	77	4,3	29	2,0	89	1,8	62	1,3	34	4,7	20	3,4
- statut inconnu:	751	5,0	-	-	15	4,9	-	-	192	5,7	-	-	110	2,8	-	-	130	7,3	-	-	205	4,2	-	-	99	13,6	-	-
Total des finissants se destinant à l'emploi	10 672	100	9 503	100	256	100	227	100	2 685	100	2 551	100	2 522	100	2 094	100	1 287	100	1 159	100	3 440	100	3 423	100	480	100	458	100
- emploi relié permanent:	6 320	59,2	3 424	36,8	200	78,1	102	45,3	1 382	51,5	808	38,3	1 719	68,1	638	31,1	476	37,0	332	29,7	2 279	66,2	1 414	42,0	264	55,0	151	33,4
- emploi relié temporaire:	1 244	11,6	1 004	10,8	25	9,8	12	5,3	523	19,5	280	13,3	229	9,0	147	7,1	182	14,1	166	15,0	238	6,9	331	9,8	47	9,8	57	12,6
- emploi non relié	1 001	9,4	1 281	13,8	1	0,4	-	-	191	7,1	238	11,3	181	7,1	240	11,7	218	16,9	209	18,7	349	10,1	512	15,2	61	12,7	70	15,5
Total des finissants en emploi	8 565	80,2	5 709	61,4	226	88,3	114	50,8	2 096	78,1	1 326	52,9	2 129	84,4	1 025	50,0	876	68,1	707	63,4	2 866	83,3	2 257	67,0	372	77,5	278	61,5
Total des finissants sans emploi	2 105	19,7	3 619	38,6	30	11,7	111	49,3	589	21,9	783	37,1	393	15,6	1 025	50,0	411	31,9	409	36,6	574	16,7	1 116	33,1	108	22,5	175	38,6